

Cas pratique sur un sujet de droit pénal ou de procédure pénale (1^{er} concours)

Note : 17/20

Enoncé du cas :

Une nuit, vers 2h du matin, en patrouille dans un quartier de Xville connu comme un lieu de commission de nombreux vols, trois gardiens de la paix décident de procéder au contrôle de l'identité d'un jeune homme porteur d'un sac qu'il dépose aussitôt dans le coffre d'une voiture stationnée à proximité immédiate. Après qu'il a fourni un document justificatif de l'identité demandée et appris à ces policiers que ce véhicule lui appartient, l'un de ceux-ci ouvre le coffre dudit véhicule dont la fouille lui permet de récupérer le sac antérieurement aperçu. Il y découvre divers objets dont certains lui paraissent avoir une origine frauduleuse.

Se saisissant de ce sac, les gardiens de la paix décident d'interpeller celui qu'ils viennent d'identifier comme étant Gilles DUPONT. Ce dernier refuse alors de les suivre, puis leur porte des coups de pied, occasionnant des blessures à deux d'entre eux. Employant la force, ils parviennent à le maîtriser pour le conduire devant l'officier de police judiciaire territorialement compétent qui le place en garde à vue.

A l'issue de l'enquête, après que Gilles DUPONT lui a été présenté sur ses instructions, ce magistrat saisit de ces faits le tribunal correctionnel par la voie de la comparution immédiate.

Vous répondrez aux questions suivantes par une argumentation juridique précise, en fonction des circonstances de l'espèce ci-dessus exposées :

1- Quelles sont la ou les infractions pénales qui vous paraissent pouvoir être reprochées à Gilles DUPONT ? (5 points)

2- Au terme d'un examen de sa légalité, ce contrôle d'identité vous semble-t-il valide ? (4 points)

3- Quel est le cadre d'enquête susceptible d'avoir été mis en œuvre lors de la découverte du sac ? (6 points)

4- Quels sont les droits dont dispose Gilles DUPONT devant le tribunal correctionnel saisi par la voie de la comparution immédiate ? Peut-il discuter de la légalité des actes exécutés à son encontre, par quelle voie procédurale ? Quel est l'intérêt d'un tel mode de poursuite par rapport à ceux que peut mettre en œuvre le procureur de la République ? (5 points)

1/ Deux faits distincts sont susceptibles de recevoir une qualification pénale : d'une part la détention d'objets paraissant avoir une origine frauduleuse et d'autre part le refus et les coups de pied de G. DUPONT.

S'agissant en premier lieu de la détention d'objets frauduleux, nous recherchons si ces faits ne peuvent pas être constitutifs d'un recel de biens.

L'article 321-1 du Code Pénal incrimine le recel de choses.

S'agissant d'une infraction de conséquences, le recel suppose pour être constitué que soit au préalable réunie la condition préalable d'une infraction originaire, un crime ou un délit.

En l'espèce, le policier pense que certains objets détenus par G. DUPONT ont une origine frauduleuse.

Les objets proviennent donc d'un délit contre les biens a minima, même s'il n'est pas possible de caractériser exactement la qualification du délit originaire. A ce titre, la jurisprudence exige seulement que soit vérifiée la nature illicite de l'origine des objets (arrêt de la Chambre criminelle du 19 juin 2001). Donc la condition préalable du délit est remplie.

L'élément matériel se décompose en un comportement positif, un acte de commission et un résultat : la détention du bien. En l'espèce, M. DUPONT détient matériellement les objets recelés : ce point ne pose pas de problème en l'espèce et l'élément matériel est bien constitué. En revanche, s'agissant de l'élément moral, l'article 321-1 du Code Pénal exige que soit relevé tant un dol général consistant dans le fait d'agir en connaissance de cause en ayant conscience de violer la loi pénale, mais également un dol spécial résidant dans la connaissance de l'origine illicite, frauduleuse des objets. Or le dol spécial pose problème en l'espèce. En effet, nulle indication ne permet d'affirmer que M. DUPONT a connaissance de cette origine frauduleuse qui ne peut se démontrer par le simple doute du policier. Cependant les policiers pourront rechercher dans les circonstances de la cause la preuve de ce dol spécial. Donc un recel de choses peut être envisagé contre M. DUPONT qui encourt à ce titre cinq ans d'emprisonnement et 375.000 euros d'amende.

S'agissant des blessures et du refus de M. DUPONT, deux infractions sont susceptibles d'entrer en concours : l'infraction de violences volontaires et l'infraction de rébellion.

L'article 222-13 du Code Pénal incrimine les violences ayant entraîné une incapacité de travail inférieure ou égale à 8 jours et n'ayant entraîné aucune incapacité de travail lorsqu'elles sont commises sur un fonctionnaire de la police nationale.

Le comportement reproché à M. DUPONT doit s'entendre d'un acte de commission constitué par les coups portés, en l'espèce des coups de pied. Le résultat est déterminant dans le cadre des infractions de violences de l'incrimination même. Ici en l'espèce, aucune incapacité de travail ne semble avoir été relevée. Le lien de causalité est caractérisé, donc l'élément matériel est bien réuni. S'agissant de l'élément moral, il consiste en un dol éventuel qui ne pose pas problème en l'espèce puisque M. DUPONT a donné des coups de pied.

Donc M. DUPONT peut se voir reprocher l'infraction de violences volontaires et encourt une peine de trois ans d'emprisonnement et 45.000 euros d'amende.

Par ailleurs, il est également légitime de penser à l'infraction de rébellion prévue par l'article 433-6 du Code Pénal. Son élément matériel consiste dans le fait d'opposer une résistance violente à une personne dépositaire de l'autorité publique. Les violences constituées par les coups caractérisent ici bien la résistance active. Par ailleurs, l'intention de M. DUPONT découle sans difficulté de son opposition active. C'est pourquoi, l'infraction de rébellion est bien une qualification entrant en concours avec les violences volontaires.

Enfin, s'agissant du concours de qualification, si l'infraction de recel entre en concours avec les autres infractions, elle constitue un fait délictueux séparé dans le temps donc est en concours réel avec les autres infractions. En revanche, il convient de s'interroger sur la possibilité de cumul entre les violences volontaires et la rébellion. Il s'agit en l'espèce d'un fait délictueux unique mais il existe une incertitude sur le fait qu'elles protègent ou non des intérêts distincts. Il convient dès lors de se pencher sur la jurisprudence qui se prononce au cas par cas sur cette question. Dans un arrêt du 21 février 2006, la chambre criminelle a jugé qu'il n'y avait pas lieu de condamner l'auteur pour violence si le prévenu n'a pas commis d'actes de violences distincts de ceux caractérisant la résistance violente. Donc M. DUPONT ne se verra reprocher que l'acte de rébellion et encourt à ce titre une peine d'un an et 15.000 euros d'amende (article 433-7 du Code Pénal).

2/ S'agissant de la validité du contrôle d'identité, c'est l'article 78-2 du Code de procédure pénale qui encadre le déroulement d'un tel contrôle. Deux types de contrôle d'identité peuvent être envisagés : d'une part le contrôle de police administrative, d'autre part le contrôle de police judiciaire. Nous pouvons écarter a priori le cas du contrôle de police judiciaire. En effet, selon l'alinéa 1 de l'article 78-2, il suppose qu'il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner l'individu.

La jurisprudence exige à ce titre la réunion d'éléments objectifs déduits de circonstances extérieures. Or, le fait que l'endroit soit un lieu de commission de vols constitue certes un élément objectif mais insuffisant à justifier le contrôle d'une personne déterminée. Il doit être corroboré par d'autres circonstances. Cependant, en l'espèce, rien ne permet d'affirmer que le comportement de M. DUPONT soit susceptible de justifier un tel contrôle : le fait de déposer un sac dans un coffre ne constitue en rien une raison plausible de le soupçonner.

Donc il faut rechercher si le contrôle entre dans un cas de police administrative plutôt.

La première possibilité est celle du contrôle intervenu sur réquisitions écrites du Procureur, mais celles-ci ne sont pas fournies en l'espèce. Il convient donc de se pencher sur l'alinéa 3 de l'article 78-2 qui prévoit la possibilité d'un contrôle pour prévenir une atteinte à l'ordre public notamment à la sécurité des biens. En l'espèce, on sait que l'endroit est un lieu de commission de nombreux vols. Il est donc possible d'affirmer à ce titre que de tels faits sont susceptibles de caractériser le risque d'atteinte à l'ordre public. Un arrêt de la chambre criminelle a été rendu en ce sens, le 10 octobre 1996. Donc le contrôle d'identité est bien régulier en l'espèce.

3/ Le cadre de l'enquête, en l'absence d'ouverture d'une instruction préparatoire, ne peut être qu'une enquête policière de flagrance ou préliminaire. Nous recherchons si la flagrance peut être caractérisée en l'espèce tout d'abord, puisque ce cadre d'enquête nécessite des conditions restrictives. Il s'agira à défaut d'une enquête préliminaire.

L'article 53 du Code de procédure pénale caractérise quatre cas de flagrance. Parmi ces cas de figure celui du crime ou délit qui se commet actuellement ou vient de se commettre.

En l'espèce, l'infraction susceptible d'être reprochée à M. DUPONT est celle du recel de bien.

Il s'agit d'une infraction continue donc le cas de flagrance applicable est bien le premier cas.

Ensuite, il convient de rechercher si le critère temporel est bien rempli. S'agissant du premier cas de flagrance, l'infraction doit être commise actuellement ou dans un passé immédiat. Comme le recel est une infraction continue, elle est bien commise actuellement. Le critère temporel est rempli. Par ailleurs, pour qu'il y ait flagrance, la jurisprudence exige la réunion des indices apparents d'un comportement délictueux et c'est ce critère qui est susceptible de poser problème en l'espèce.

En effet, le critère apparent doit préexister à la mise en place du cadre de l'enquête de flagrance. Or, en l'espèce, il semble que ces indices apparents résultent au contraire de la fouille du véhicule qui constitue déjà l'exercice d'un pouvoir d'enquête. Ainsi, la fouille n'est pas effectuée dans le cadre de l'enquête de flagrance mais permet de réunir les indices apparents caractérisant cette flagrance.

Aucun indice apparent ne peut être déduit par ailleurs du fait du dépôt du sac dans le coffre du véhicule. L'état de flagrance s'appréciant au moment de l'intervention, il n'est pas caractérisé au moment de la fouille.

La fouille du véhicule est donc exercée dans le cadre d'une enquête préliminaire. Pourtant, il est envisageable de considérer que l'état de flagrance est réuni à la fin de la fouille et que l'enquête préliminaire devient ensuite une enquête de flagrance. Cependant, une telle possibilité supposerait que la fouille du véhicule soit permise en cas d'enquête préliminaire ou soit permise dans le cadre du contrôle d'identité. Prévue par les articles 78-2-2 et 78-2-4 du Code de procédure pénale, elle nécessite toutefois soit l'accord préalable du Procureur de la République, soit l'assentiment de l'intéressé. Or tel n'est pas le cas en l'espèce. Donc la fouille du véhicule n'est pas valable.

Il en résulte donc que les objets découverts par le biais de cette fouille ne peuvent être pris en compte puisque celle-ci encourt la nullité en vertu de l'article 171 du Code de procédure pénale.

Donc les indices apparents d'un comportement délictueux ne sont pas plus caractérisés après la fouille du véhicule. C'est pourquoi, l'état de flagrance n'est pas constitué, même en

considérant que l'infraction a débuté en enquête préliminaire. Le cadre de l'enquête est alors à défaut celui de l'enquête préliminaire, prévu par les articles 76 et suivants du Code de procédure pénale.

4/ La procédure de comparution immédiate a été instituée par la loi du 10 juin 1983 afin d'accélérer la procédure de jugement. Le prévenu dispose en premier lieu d'un droit d'information par le Procureur de la République. En vertu de l'article 393 du Code de procédure pénale, il se voit informer de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office. Le prévenu pourra alors communiquer avec son avocat qui a le droit d'accéder à son dossier. Le prévenu se voit également communiquer la date de l'audience (article 393-1 du même code). Il se voit notifier les faits qui lui sont reprochés. En réalité, qu'il s'agisse des informations qu'il doit recevoir, ou de son droit à un avocat ou à un interprète également, tous ces droits concourent à assurer au prévenu le principe du respect des droits de la défense. Le délai pour préparer sa défense étant diminué ici, il a donc le droit de demander le report de l'audience. En effet, le prévenu ne peut être jugé le jour de l'audience qu'avec son accord, recueilli en présence de son avocat (article 397). Sinon, le tribunal renvoie l'affaire à une audience ultérieure, qui doit être supérieure à deux mois depuis la loi du 9 septembre 2002 lorsque la peine est supérieure à sept ans d'emprisonnement, et supérieure à deux semaines le cas échéant. Enfin, le prévenu peut demander à ce qu'il soit procédé à un supplément d'informations (article 397-2) ou à tout acte d'information supplémentaire.

Le prévenu pourra toujours discuter de la nullité des actes procéduraux, devant le tribunal correctionnel, ce qui n'est pas possible en cas d'instruction préalable. Il devra les soulever in limine litis, les nullités n'ayant pas été purgées par l'instruction préalable.

Ce mode de poursuite présente l'avantage de la rapidité de la procédure. Il permet au tribunal de prononcer une peine d'emprisonnement contre le prévenu, ce qui n'est pas possible dans le cas de l'alternative réparation en punition. Il permet d'éviter la procédure d'homologation prévue dans le cas de la mise en œuvre de la procédure sur reconnaissance préalable de culpabilité. Enfin, alors que lorsque le Procureur agit selon cette dernière procédure, le prévenu ne peut encourir que la moitié de la peine d'emprisonnement, ici le tribunal n'est pas limité quant au maximum encouru, autrement que par celui proposé par le droit pénal général. Par ailleurs, la procédure de comparution immédiate nécessite l'accord du prévenu pour le seul jugement et non son aveu pour l'ensemble des faits, ce qui permet au prévenu d'opposer des nullités procédurales ou de discuter sur les faits. Une telle possibilité peut être importante pour les victimes, l'audience étant publique.